

# La fronde s'amplifie et s'accélère

**RÉFORME DES RETRAITES** Les syndicats ont réussi leur pari. La mobilisation a été hier encore plus forte que celle du 19 janvier. L'intersyndicale appelle à deux journées le mardi 7 et le samedi 11

Les syndicats ont gagné le deuxième round. Hier, plus de 2,8 millions de personnes selon la CGT, 1,252 selon le gouvernement, ont défilé pour le retrait de la réforme des retraites. Des chiffres en hausse par rapport à première mobilisation du 19 janvier. Les syndicats accélèrent donc leur mouvement avec pour objectif de gagner la guerre de la rue après avoir remporté celle de l'opinion publique face à la position inflexible de l'exécutif. Elisabeth Borne rappelant que l'âge de départ à la retraite ces derniers jours "n'était plus négociable" et qu'Emmanuel Macron la trouve toujours "indispensable".

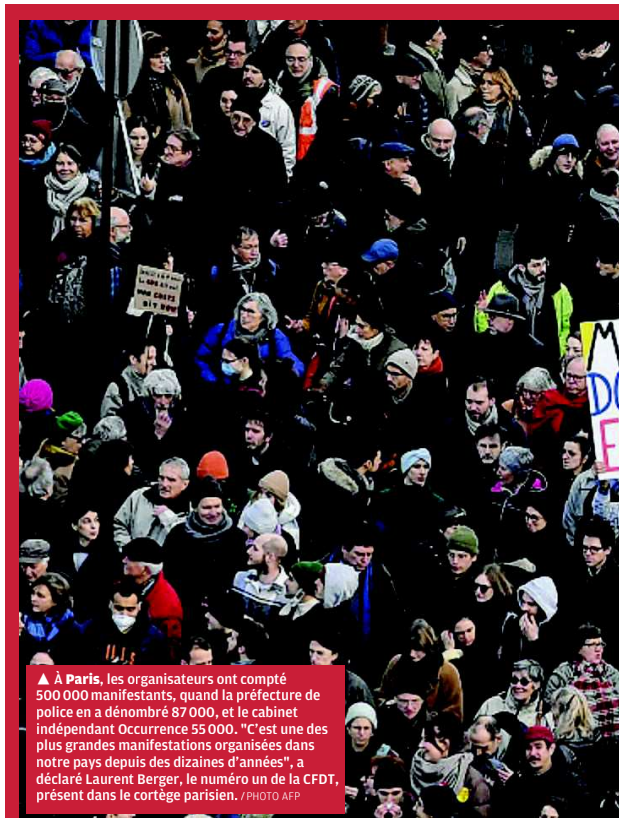
## "Interrogations" et "doutes"

Hier, la Première ministre, alors que le cortège s'élançait à Paris, rappelait devant l'intergroupe de la majorité présidentielle à l'Assemblée nationale: "Avec cette réforme, on se bat pour sauver le système par répartition. On se bat pour notre modèle social. Alors, je ne doute pas une seconde que la majorité sera unie." Selon la locataire de Matignon, "il faudra continuer à expliquer le projet, continuer à écouter les Français et continuer à combattre toutes les contre-vérités." Toutefois dans la soirée, Elisabeth Borne reconnaissait qu'il fallait entendre les "interrogations" et les "doutes" après une mobilisation massive. La seule bonne nouvelle pour la cheffe de la majorité résidait

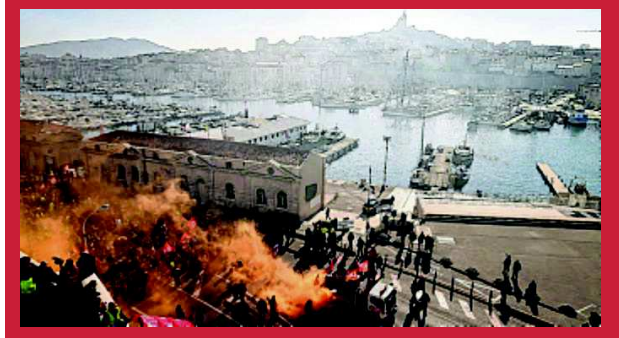
dans le résultat d'un tirage au sort. En effet, dans l'après-midi, c'est la motion référendaire du RN qui avait été choisie, la rendant de fait inoffensive puisque de nombreux élus de gauche annonçaient ne pas pouvoir voter une motion du RN. Une petite victoire par rapport au succès de l'intersyndicale qui a voulu, comme le 19 janvier, capitaliser ce succès immédiatement en trouvant un compromis avec une nouvelle stratégie. Elle annonce une nouvelle journée de mobilisation "classique" le 7 février, voulue par les syndicats les plus durs, au lendemain de l'examen du texte à l'Assemblée nationale. Mais aussi une grande manifestation le samedi 11 février, pour rassembler au-delà des salariés, une proposition défendue par les syndicats les plus réformistes mais aussi par l'ensemble des partis de gauche.

Les 8 syndicats accélèrent donc le tempo et veulent l'amplifier. Voire le durcir avec des arrêts dans les raffineries les 7 et 8 février, ce que craint le gouvernement. L'objectif premier des syndicats, comme l'analyse le sociologue Michel Wievorka, "est de faire basculer les nombreux députés qui hésitent à voter la réforme". Le bras de fer entre les syndicats, les oppositions et l'exécutif s'annonce long et incertain, le vote définitif ne devant intervenir qu'à la fin mars. Deux mois d'âpres batailles.

Florent PROVANSAL



▲ À Paris, les organisateurs ont compté 500 000 manifestants, quand la préfecture de police en a dénombré 87 000, et le cabinet indépendant Occurrence 55 000. "C'est une des plus grandes manifestations organisées dans notre pays depuis des dizaines d'années", a déclaré Laurent Berger, le numéro un de la CFDT, présent dans le cortège parisien. /PHOTO AFP



## Réforme des retraites : le calendrier

● **6 février** : Présentation de la réforme en séance devant les députés et début des débats dans l'hémicycle, qui dureront deux semaines

● **7 et 11 février** : Les huit principaux syndicats français appellent à deux nouvelles journées de grèves et de manifestations

● **À partir du 18 février** : La réforme est étudiée au Sénat, les débats dureront deux semaines également

● **À partir du 4 mars** : Possible commission mixte paritaire (en cas de désaccord des sénateurs)

● **26 mars** : Fin des débats parlementaires



## LE REPORTAGE À MARSEILLE AVEC LES MILITANTES

# "Ce sont encore les femmes qui vont le plus trinquer"

Elles ne lâcheront rien. Sur le même air festif déjà diffusé lors des mobilisations de 2010 contre le projet de loi Woerth sur les retraites, elles ont chanté à plein poumon leur détermination toute la matinée durant. À l'occasion de la deuxième journée de grève contre la réforme voulue par Emmanuel Macron, des cortèges féministes ont grossi les rangs de la mobilisation d'hier. "C'est un acte symbolique", estime Annick Karsenty de l'organisation Femmes solidaires. Banderolles violettes - la

couleur de la lutte contre les violences faites aux femmes - tendues devant elles, une vingtaine de militantes ont tenu à démarrer la journée sous les fenêtres de l'Hôtel de Ville pour dénoncer la "féminisation de la pauvreté" et l'injustice d'une réforme qui ne passe pas.

Déjà pénalisées par des inégalités et des discriminations omniprésentes dans le monde du travail, les femmes craignent d'être les grandes perdantes de cette nouvelle réforme. D'après les résultats de

**"Ces mesures soit disant pour les femmes, c'est du pipeau."**

l'étude d'impact réalisée par les services de l'État, la réforme devrait à terme réduire les écarts de pensions entre les hommes et les femmes, qui gagnent en moyenne 42% de moins à la retraite. Des promesses que balaie d'un revers de main Audrey, fonctionnaire de 37 ans et élue communiste à Septèmes. "Je ne fais pas confiance à ce gouvernement en matière d'inégalités. Ces mesures soit-disant pour les femmes, c'est du pipeau. Nous sommes les premières à pâtir des emplois précaires, des bas salaires, du temps partiel et des carrières hachées. Cette réforme, les 43 années d'annuités pour un taux plein et le report de l'âge légal de départ vont continuer d'aggraver la situation", déplore-t-elle, la main de sa fille de sept ans dans la sienne. Pour elle, elle voudrait rêver "d'une vie après le travail". Son père à elle, plombier, est mort à 60 ans "d'un



Les femmes gagnent en moyenne 42% de moins à la retraite, le fruit d'inégalités accumulées tout au long de leur carrière.

cancer et d'épuisement" alors qu'il était encore en activité.

## Peur et colère

Plus loin sur le Vieux-Port, Julie, cadre dans une mutuelle, est aussi venue pour dire non à un "avenir encore plus injuste" pour ses filles. Pour qu'elles sachent "ce qui les attend" et surtout "ce à quoi elles n'auront pas droit", elle explique depuis des jours la réforme à ses petites jumelles de six ans qui ont insisté pour venir à la mobilisation. Première grève, centième, toutes les gé-

nération étaient hier réunies pour faire entendre des voix féminines qui ont du mal à émerger depuis le début de la contestation. "C'est le moment où jamais de s'emparer de ce sujet" dont les femmes ont longtemps été écartées, exhorte Caroline, lycéenne de 16 ans. "C'est difficile de s'imaginer un avenir dans ces conditions, ça me fait peur et ça me met en colère mais c'est important de voir que nous ne sommes pas seules dans cette lutte", lâche l'adolescente, la main tenant un drapeau écarlate de la CGT.

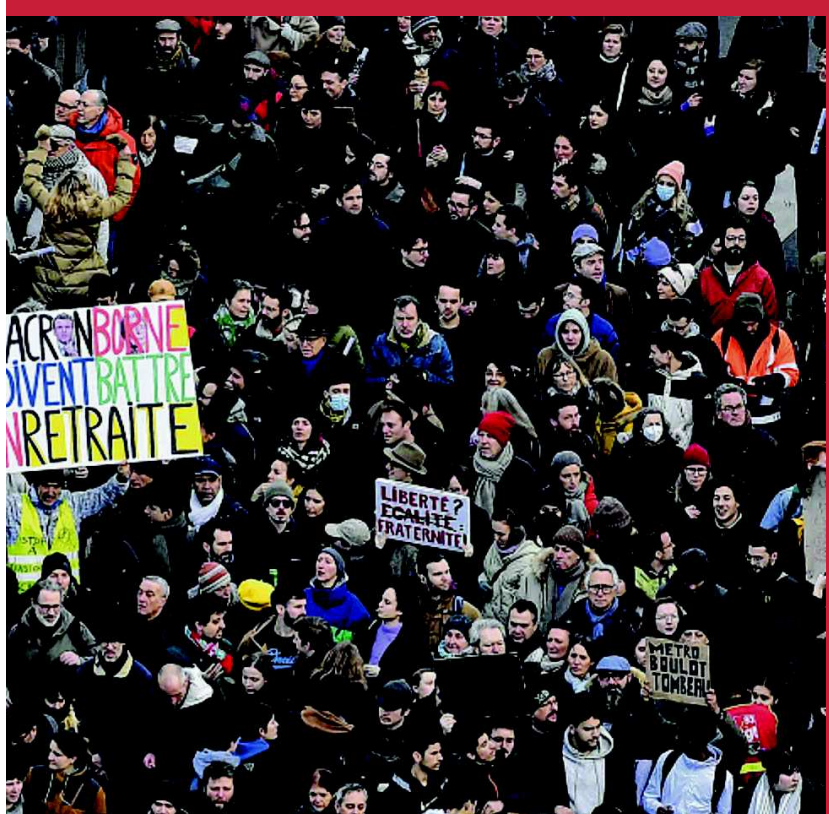
"On ne se rend pas encore compte de tout ce que cette réforme implique mais on comprend bien que ça se gâte pour nous et que c'est une occasion de plus de nous grignoter nos droits", observe à son tour Manon, 22 ans, qui bat le pavé pour la première fois avec ses copines. Paysagiste, elle subit des remarques et comportements sexistes sur les chantiers et ne voit pas comment cette réforme pourrait y changer quoi que ce soit. "Travailler jusqu'à 64 ans tout en galérant pour accéder à des postes à responsabilité, à obtenir des salaires corrects, c'est juste gagner le droit de souffrir un peu plus", tranche la jeune femme.

Pour faire bouger les choses et "secourir un gouvernement qui ne bougera pas sur l'âge de départ", Salomé, 28 ans, ne voit que l'union dans la rue et l'entraide. "Ce sont encore les femmes qui vont le plus trinquer, les précaires et les minorités aussi, il faut allier nos forces pour faire durer le mouvement", appelle la sage-femme, membre du collectif 8 mars. Face à l'ampleur de la colère, les futures grèves syndicales s'annoncent, aussi, féministes.

Elia PASCAL-HEILMANN



Fonctionnaire, Audrey ne croit pas aux promesses du gouvernement pour plus d'égalité. /PHOTOS NICOLAS VALLAURI



◀ À Marseille, le cortège a rassemblé 205 000 personnes du Vieux-Port jusqu'à la Porte d'Aix, 40 000 selon la police. /PHOTO NICOLAS VALLAURI



▶ À Digne-les-Bains, près de 6 500 personnes (selon les syndicats) et 3 700 (selon la police) ont manifesté. /PHOTO ÉRIC CAMOIN



▲ La mobilisation s'amplifie également à Avignon. Selon nos estimations, ils étaient environ 13 000 manifestants hier matin, farouchement opposés à la réforme des retraites. /PHOTO CYRIL HÉLÉY

▼ Du côté d'Arles, ils étaient 3 500 à s'être réunis pour manifester, selon les syndicats. /PHOTO V. FARINE



L'INTERVIEW DE MICHEL WIEWORKA SOCIOLOGUE

# "Ceux qui auront fait passer cette réforme le paieront électoralement"



Michel Wieworka. /PHOTO DR

■ Comment peut-on expliquer qu'après le 19 janvier, la mobilisation soit si importante ce mardi ?

Il y a d'abord le refus du contenu de cette réforme dont, jour après jour, les Français ont découvert qu'elle était susceptible de créer ou de renforcer des inégalités dans les relations entre les femmes et les hommes, vis-à-vis des personnes soumises à de la pénibilité ou en ce qui concerne les seniors. Nous avons vu monter des problèmes sociaux déjà connus mais ils sont devenus plus aigus du fait de cette réforme. Et il existe un climat général de grande crispation, la société se cabre du fait de cette réforme, elle voit se décomposer le modèle français républicain au niveau économique et social avec la crise du système de santé, de l'Éducation nationale ou des grandes entreprises publiques. Le sentiment est que cela va mal partout et qu'on ne paie dans la vie quotidienne avec l'augmentation des prix de l'énergie. Cette mobilisation vient dire au gouvernement : "On n'accepte pas en plus de tout cela que l'on touche aux retraites." Avec une mobilisation organisée par des syndicats qui font consensus sur l'âge légal et qui s'alimentent du mouvement des gilets jaunes.

femmes...

Exactement. Une communication erratique, chaotique, rien de convaincant et aucun charisme, du moins de ce côté-là, du chef de l'État, qui fait l'erreur de laisser cette réforme être associée à son nom. Quand c'était Juppé, Chirac peut dire on arrête. Il a toujours existé un fusible dans le passé. Là, il n'en a pas.

■ Il n'y a pas eu de débordements...

Les débordements, c'était dans les grandes villes, surtout à Paris. C'est plus compliqué de casser dans les petites villes. À Paris, on a changé de préfet de police, les autorités sont devenues plus intelligentes. Et les syndicats sont unis et ont des services d'ordre.

■ On annonce une prochaine mobilisation un samedi. C'est une bonne chose ?

Je fais confiance aux forces syndicales pour trouver la bonne stratégie. Le calendrier joue contre eux car cela va aller très vite au Parlement, il existe un problème avec les vacances scolaires. On a constaté qu'il y avait plus de manifestants que la fois précédente mais moins de grévistes. Cela veut dire que l'opinion est de plus en plus hostile à cette réforme, ce sont des protestations qui sont plus politiques que des rapports de force au travail. Les parlementaires qui veulent se faire réélire doivent observer avec un peu de prudence ce qui est en train de se passer.

■ Que peut faire le gouvernement face à ces signaux forts ?

Il va essayer de faire passer la réforme par la voie parlementaire classique, donc d'obtenir une majorité. Cela ressemble beaucoup à la IV<sup>e</sup> République, avec de nombreuses négociations et de nombreux abstentions. Le plus vraisemblable, c'est que le gouvernement fera passer cette réforme, qu'ensuite on passera à autre chose car je ne crois pas que la mobilisation puisse durer trop longtemps. Mais je crois aussi que ceux qui auront fait passer cette réforme le paieront électoralement. Et quel que soit le résultat, cela sera très négatif pour le chef de l'État, cela affectera son image dans l'opinion durablement et que cela favorisera la seule opposition crédible aujourd'hui en France, c'est-à-dire le Rassemblement national. Une fois de plus, le refus des médiations, de la véritable négociation, de la recherche d'un réel compromis avec les corps intermédiaires est typique de la façon du chef de l'État de faire de la politique : la verticalité matinée de technocratie.

■ Un ministre Franck Riester a même dit que cela pouvait être défavorable aux

Propos recueillis par Florent PROVANSAL

## AU CŒUR DE LA MANIFESTATION À MARSEILLE AVEC LES PARTIS DE GAUCHE

# "Il y aura un après 31 janvier" selon Mélenchon

Jean-Luc Mélenchon est sorti en fin de matinée de la résidence du Vieux-Port, hôtel où il avait ses habitudes quand il était député marseillais. Accompagné de son dauphin le député marseillais Manuel Bompard et de ses homologues marseillais Sébastien Delogu et Hendrik Davi, il s'est prêté à l'exercice qu'il affectionne : un "micro tendu" devant les caméras des chaînes d'info afin que ses petites phrases alimentent leur matinée en attendant la manifestation parisienne. Face à Notre-Dame-de-la-Garde, il a pris un air grave pour expliquer "que c'est un jour très particulier. Ce n'est pas tous les jours que l'on peut voir une

Les syndicats ont marqué des points et la gauche s'est reboostée.

telle mobilisation de masse à l'appel des syndicats." Et de prophétiser : "Il y aura un après 31 janvier." L'ancien député de Marseille "adjure Emmanuel Macron d'entendre la rue et de retirer sa réforme. Le peuple n'en veut pas. Et pour le démontrer, je demande à toutes les oppositions de voter lundi à l'Assemblée notre motion référen-

taire. Le peuple doit pouvoir s'exprimer."

En attendant, il estime "qu'il est normal que les syndicats soient à la commande des manifestations. Le devoir du politique est de soulever le peuple." Si aucune banderole de la Nupes ne flotte sur le Vieux-Port, chacun des partis qui la compose estime qu'il est important de manifester auprès des syndicats comme le précise Yannick Ohanesian, premier secrétaire de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône, installé devant l'Hôtel de Ville. "Pour les socialistes, après le congrès du Pharo, c'est important de montrer que nous sommes unis contre cette réforme", insiste l'élue. À ses côtés la sénatrice PS des Bouches-du-Rhône Marie-Arlette Carlotti se félicite "que tous les partis de gauche soient présents comme lors de chaque combat social." De l'autre côté du défilé, les élus et militants communistes apprécient le nombre de manifestants. "Nous sommes plus nombreux que le 19 janvier", se réjouit Jérémie Bacchi, sénateur communiste des Bouches-du-Rhône. Des partis qui attendent avec impatience le meeting commun de la gauche à l'Espace Julien le 10 février, en présence sans doute de Jean-Luc Mélenchon, en amont de la troisième grande manifestation espérée le 11 février, "un week-end", "ce qui permettrait de rassembler toute la population", précise le leader insoumis.

Hier, les syndicats ont marqué des points et la gauche s'est reboostée avant le combat parlementaire qui s'annonce rude dès la semaine prochaine à l'Assemblée. Une mobilisation qui fait également réfléchir des parlementaires d'autres partis comme les LR et certains de Renaissance sur leur vote final.



Accompagné de son dauphin le député Manuel Bompard et de ses homologues Sébastien Delogu et Hendrik Davi, Jean-Luc Mélenchon s'est prêté à l'exercice qu'il affectionne : un "micro tendu" devant les caméras des chaînes d'info. /PHOTO FRANCK PENNANT